

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme
et de l'environnement

Perpignan, le 28 MARS 2025

ARRÊTÉ PREFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2025 087-0001

portant mise en demeure de mettre en conformité une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) et prescrivant les mesures de réhabilitation du site, suite à l'interruption pendant plus de 2 ans consécutifs de l'activité de placage à l'explosif à l'encontre de la société NOBELCLAD EUROPE sur la commune de Tautavel.

**Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-7, L.171-8, L.171-11, L.172-1 ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Thierry BONNIER Préfet des Pyrénées-Orientales ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/20241298-0002 du 24 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Bruno BERTHET, Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 3925 du 28/09/71 autorisant la société NOBEL BOZEL à exploiter sur la commune de Tautavel, lieu-dit « La Narède » un établissement de placage de métaux à l'explosif ;
- VU** l'arrêté n° 3030/95 du 31/10/95 portant autorisation de poursuivre l'exploitation d'un établissement de mise en œuvre de produits explosifs sur la commune de Tautavel ;
- VU** l'arrêté n° 1309 du 25/04/05 de changement d'exploitant ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE 2020 048-0001 du 17/02/2020 modifiant l'arrêté n° 3030/95 du 31/10/95 portant autorisation d'exploiter un établissement de mise en œuvre de produits explosifs sur la commune de Tautavel ;
- VU** le rapport d'évaluation de la qualité environnementale des sols au lieu-dit « la Narède » sur la commune de Tautavel, rapport du Bureau Véritas n°797820/7162328 VO du 23/07/2018 ;

VU le mémoire de cessation d'activité du site pyrotechnique de NOBELCLAD EUROPE à Tautavel, rapport du Bureau Véritas n°797820/7162296 VO du 27/07/2018 ;

VU le rapport d'investigation des sols sur le site de Tautavel lieu-dit la Narède, rapport du Bureau Véritas n°23134507/1/1 VO du 01/10/2024 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement qui fait suite à la visite d'inspection du 16/01/2024 transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations ;

VU la lettre préfectorale du 25/01/2024 adressé à la société NOBELCLAD EUROPE demandant de répondre aux points de contrôle n° 1, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 14 et 18 relevés lors de l'inspection du 16/01/2024 dans un délai de 2 mois ;

VU la réponse de l'exploitant transmise par mail du 08/03/2024 et la demande complémentaire de l'inspection concernant le point de contrôle n°4 ;

VU le projet d'arrêté porté le 25/02/2025 à la connaissance de l'exploitant ;

VU les observations de l'exploitant sur ce projet transmises par courriel du 12 mars 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'activité de placage à l'explosif sur le site de la Narège situé sur la commune de Tautavel a été interrompue pendant plus de 3 années consécutives ;

CONSIDÉRANT que la société UKKOLAB a développé sur le site de la Narège situé sur la commune de Tautavel, dans le cadre de l'autorisation détenue par la société NOBELCLAD EUROPE, une activité d'étude de résistance de matériaux aux effets des explosifs ;

CONSIDÉRANT que les rapports susvisés produits par le Bureau Véritas dans le cadre de cessation d'activité du site pyrotechnique de NOBELCLAD EUROPE à Tautavel font ressortir une pollution du sol et du sous-sol liée à l'activité historique de placage de métaux ;

CONSIDÉRANT que la NOBELCLAD EUROPE n'a pas répondu à la demande de l'inspection de l'environnement suite à l'inspection du 16/01/2024, de finaliser les opérations de dépollution du site résultant de l'activité historique et de justifier de la dépollution ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

ARTICLE 1 –

La société NOBELCLAD EUROPE SAS dont le siège social est situé 105 rue des frères Voisin 66000 PERPIGNAN, SIRET n° 431 679 497 00039, doit, suite à l'interruption pendant plus de 3 années consécutives de l'activité de placage à l'explosif :

- transmettre au préfet, dans le délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, un mémoire de réhabilitation résultant de l'activité historique de placage de métaux à l'explosif, précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.

Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2 du Code de l'environnement et comporte également :

- 1) Les objectifs de réhabilitation ;
- 2) Un plan de gestion comportant :
 - a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;
 - b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement, durant les travaux ;
 - c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

- transmettre au préfet, dans le délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté, l'attestation établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, confirmant la conformité des travaux aux objectifs définis dans le mémoire de réhabilitation.

ARTICLE 2 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre la société NOBELCLAD EUROPE, des sanctions administratives et des sanctions pénales, prévues par le Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 – INFORMATION DES TIERS

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, relatif à l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Orientales pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut-être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier (6 Rue Pitot – 34063 Montpellier Cedex 2 ou via l'application « Télérecours citoyen » accessible à cette adresse www.telerecours.fr), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION - AMPLIATION

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Maire de Tautavel, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié à la société NOBELCLAD EUROPE.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général


Bruno BERTHET